



DANS LA RECOMPOSITION DE L'ASIE CENTRALE EX-SOVIETIQUE, LA RUSSIE A-T-ELLE LES MOYENS DE MAINTENIR, DE RENFORCER, VOIRE DE MODIFIER SON INFLUENCE DANS CETTE ZONE ?

**Mémoire de géopolitique
du chef de bataillon Nicolas AUBINAIS
dans le cadre du séminaire « Géopolitique de la Russie »**

Directeur : Madame Isabelle FACON

Avril 2005

Dans la recomposition de l'Asie centrale ex-soviétique, la Russie a-t-elle les moyens de maintenir, de renforcer, voire de modifier son influence dans cette zone ?

SOMMAIRE

INTRODUCTION

PREMIÈRE PARTIE : LA « PREMIERE POLITIQUE » RUSSE : UNE PERTE D'INFLUENCE RUSSE DANS LA REGION SOUS ELTSINE

La première politique russe en Asie centrale : les années Eltsine
Repli de l'influence russe dans la région

DEUXIEME PARTIE : LA PREMIERE POLITIQUE DE POUTINE : UNE RESTAURATION D'UNE CERTAINE INFLUENCE RUSSE EN ASIE CENTRALE

La prise de conscience des enjeux de sécurité pour la Russie en Asie centrale
La nouvelle politique russe en Asie centrale pour un rôle sensiblement plus important

TROISIEME PARTIE : PERSPECTIVES ET TENDANCES : VERS UN RÔLE D'ARBITRE OU UN PARTAGE DE L'INFLUENCE AVEC LA CHINE

L'après 11 septembre : des ambitions plus affirmées de la part des grandes puissances
Les faiblesses de la position russe pourraient voir son influence diminuer
Les atouts de la Russie pour renforcer son rôle en Asie centrale
L'influence croissante chinoise : vers une hégémonie ou un partage d'influence

CONCLUSION

INTRODUCTION

L'Asie centrale ex-soviétique s'étend sur environ 4 millions de km²... Entre la Russie, le Moyen-Orient, la Chine et l'Afghanistan. Elle compte 5 Etats issus du démembrement de l'URSS : le Kazakhstan, le Turkménistan, l'Ouzbékistan, le Tadjikistan et le Kirghizstan. Dans son ensemble, l'Asie centrale est un peu moins peuplée que la France ; elle compte environ 55 millions d'habitants. Autrefois l'Asie centrale était située sur la route de la soie, axe qui permettait à la fois le transit des marchandises et des personnes, mais aussi des échanges culturels. Aujourd'hui, cette région est de nouveau sous les feux de la rampe ; elle est particulièrement convoitée en raison de ses richesses énergétiques (pétrole et gaz) réelles ou supposées, de sa proximité avec l'Afghanistan et des enjeux de sécurité qu'elle représente. Elle est en effet à la fois une des routes principales de la drogue et du trafic d'armes et un terreau possible pour une montée de l'islamisme dans la région. La stabilité de cette zone est donc primordiale, tant pour les républiques d'Asie centrale que pour les grandes puissances. On assiste alors en Asie centrale à ce qu'il est coutume d'appeler un « grand jeu » entre les Etats-Unis, la Russie et la Chine.

Ainsi on constate, depuis la chute de l'URSS, une recrudescence des actions occidentales, chinoises et russes dans la région. En effet, la présence américaine s'intensifie alors que la Chine tente de développer des partenariats avec les républiques d'Asie centrale, tant dans le domaine de la sécurité qu'au niveau économique et commercial, voire énergétique.

De leur côté, les républiques d'Asie centrale, très attachées à la Russie en 1991, cherchent à tirer profit de cette situation en saisissant toutes les opportunités qui leur sont offertes. Ces pays aux régimes présidentiels forts et autoritaires ont effectué peu de réformes et sont en proie à un immobilisme économique. Enclavées et incapables de régler seules leurs problèmes de sécurité, ces nouvelles républiques, en l'absence d'une coopération régionale efficace, en sont réduites à dépendre de leurs voisins ou d'autres grandes puissances. C'est la raison pour laquelle elles entretiennent des relations souvent ambivalentes avec Moscou ; d'un côté, elles cherchent à s'éloigner de la pression russe et nouent des relations avec les Américains, les Chinois ou les Iraniens, de l'autre elles veillent à ne pas commettre l'irréparable avec la Russie, car elles sont encore très dépendantes de Moscou, tant au niveau des transits énergétiques, que pour leur propre sécurité.

Dans ce grand jeu qui semble se mettre en place et à la lumière de ses problèmes intérieurs, la Russie de Poutine a-t-elle les moyens de s'opposer à l'hégémonie américaine en Asie centrale ? Peut-elle maintenir son influence dans la région face à l'irrésistible croissance de la puissance chinoise ?

L'objectif de ce mémoire est de comprendre les stratégies et les moyens des différents protagonistes oeuvrant dans la région. Cette étude s'attachera également à comparer les différentes politiques russes dans la région, les tendances et la marge de manœuvre actuelle et essaiera in fine de définir des perspectives.

Nous verrons, à la lumière de cette étude, que la Russie possède des atouts pour maintenir son influence dans la région, dans le cadre d'un partenariat mesuré avec la Chine.

Le mémoire présentera donc successivement la première politique russe en Asie centrale, puis celle de Poutine. Enfin, la dernière partie définira des tendances et des perspectives sur le maintien de l'influence russe en Asie centrale.

1 PREMIÈRE PARTIE : LA « PREMIERE POLITIQUE » RUSSE : UNE PERTE D'INFLUENCE DANS LA REGION SOUS ELTSINE

Dès la chute de l'URSS, la Russie a dû repenser sa politique étrangère en intégrant deux éléments essentiels : sa place sur la scène internationale et ses relations avec l'occident d'une part, la nature et la finalité de ses relations avec les nouveaux Etats indépendants (NEI) d'autre part. Abandonnant difficilement sa posture de grande puissance, la première politique russe mise en œuvre par B. Eltsine est hésitante, notamment dans sa partie asiatique. De plus, confrontée parallèlement à la mise en place de certaines réformes urgentes et à la crise économique, la Russie n'a pas pu faire face au regain d'intérêt d'autres puissances pour l'Asie centrale. Cette période se caractérise par un recul de l'influence russe en Asie centrale.

1.1 LA PREMIERE POLITIQUE RUSSE EN ASIE CENTRALE : LES ANNEES ELTSINE

Confrontée à une situation globale difficile, la politique étrangère de B. Eltsine a d'abord privilégié les relations avec les républiques slaves, puis a fondé sa politique avec les NEI dans le cadre de la CEI. Le manque de moyens accordés à cette politique, son absence de cohérence, tant au niveau des actions que du cadre multilatéral, ainsi que la prédominance de la sécurité militaire ont conduit cette politique à l'échec.

1.1.1 Absence de l'Eurasie dans les réflexions

Dès août 1991 et le putsch manqué, la préoccupation première de Boris Eltsine est de reconstruire un édifice pour maintenir la vie commune avec l'Ukraine¹. De plus, à cette époque, la Russie possède l'ambition de forger un partenariat stratégique avec l'occident. Dans l'entourage de B. Eltsine, il se trouve bien quelques analystes qui soulignent la nécessité de reconstruire des relations fortes avec les Etats indépendants slaves, mais personne ne parle de l'Asie centrale, alors considérée comme un fardeau². Petit à petit, l'idée d'une communauté slave resurgit, passionnément désirée par la Russie, mais seulement acceptée par l'Ukraine. En effet, la Russie voit dans cette communauté une loi cadre qui, nourrie de textes ultérieurs,

¹ « De l'URSS à la CEI (1987-2000) », dossiers synthèse économique et sociale, la Revue d'étude, P-115, 2002, p 48.

² DUBIEN Arnaud, « De la domination à l'influence ? La Russie de Poutine et les nouveaux Etats indépendants », La politique étrangère de la Russie et l'Europe, Bruxelles, PIE Peter Lang, 2004, pp.99-119

pourra donner corps à une communauté d'Etats dont les institutions communes permettront une intégration progressive. De son côté, l'Ukraine y voit une structure provisoire³.

Ces deux conceptions vont s'affronter mais cette union va s'élargir, malgré tout, et à leur demande, aux républiques d'Asie centrale. Cela constituera le fondement de la CEI.

Peu à peu, les Russes voient l'intérêt de posséder une influence importante en Asie centrale et commence à l'intégrer dans leur discours de politique étrangère. En effet, dès 1993, ils essayent de renforcer leur influence dans la région mais ils considèrent encore que cela se fera naturellement et sans effort particulier étant donné les liens qui unissent l'Asie centrale à la Russie (proximité géographique, histoire, infrastructures, présence d'une diaspora russe). En effet, la Russie d'alors était confrontée à de graves problèmes économiques et structurels (réforme de l'armée) et il ne fallait pas que cette politique étrangère soit trop lourde militairement et économiquement.

Les bases de la construction de cette nouvelle relation entre Moscou et l'Asie centrale reposaient sur le pacte de sécurité collective de mai 1992, le maintien de la zone rouble, puis la formation d'une union économique en septembre 1993. Aujourd'hui, il faut reconnaître que ces accords ont eu une portée limitée⁴. Ainsi, sur le plan politique et économique les résultats ont été très décevants malgré la signature de nombreux accords et la mise en place d'un certain nombre d'institutions communautaires⁵. Il faut admettre que Moscou n'est pas parvenu à transformer la CEI en un véritable cadre d'intégration multilatérale. De même, sur le plan politico-militaire, la CEI n'est jamais devenue un espace unifié (le traité de sécurité collective ne concerne que 6 membres).⁶

1.1.2 Absence de cohérence de la politique russe au plan économique et commercial

Les conséquences de cette absence de moyens se sont faites sentir très vite sur le plan économique et commercial. On assiste en effet à une importance décroissante de la Russie dans le commerce extérieur des républiques centrasiatiques, non seulement du fait de l'entrée en scène de concurrents puissants (Chine, USA), mais également de sa propre négligence. Le

³ DUBIEN Arnaud, « De la domination à l'influence ? La Russie de Poutine et les nouveaux Etats indépendants », La politique étrangère de la Russie et l'Europe, Bruxelles, PIE Peter Lang, 2004, pp.99-119

⁴ LASSERRE Frédéric, « Permanence et bouleversements en Asie centrale. L'insertion de « l'étranger proche » russe dans la dynamique stratégique internationale », Asie centrale et Caucase une sécurité mondialisée, Paris, Les presses de l'université de Laval, pp 61-83.

⁵ sur 886 documents signés, seuls 130 ont réellement été mis en œuvre

⁶ DUBIEN Arnaud, « De la domination à l'influence ? La Russie de Poutine et les nouveaux Etats indépendants », La politique étrangère de la Russie et l'Europe, Bruxelles, PIE Peter Lang, 2004, pp.99-119

gouvernement russe a en effet davantage orienté les relations sur leurs aspects militaires au détriment du développement de liens économiques. Pourtant, la Russie jouissait dans ce domaine d'avantages importants dont elle aurait pu tirer profit, de par les liens importants déjà existants et la forte diaspora russe⁷. En effet, Moscou pensait bien pouvoir continuer à contrôler les anciennes possessions soviétiques, ne serait-ce qu'à cause de la dépendance qu'induisait la fragilité des économies centrasiatiques et un total manque de préparation à la souveraineté⁸. Ainsi, après 1991, les nouveaux Etats d'Asie centrale se voient soumis aux exigences russes en matière d'exportation de leurs rares produits. Moscou prétendait alors acheter le gaz turkmène au dixième des cours mondiaux et refusait souvent de l'acheminer vers les marchés extérieurs. La question de l'inscription des nouvelles républiques dans les réseaux d'échanges internationaux a, dès lors, été l'une des principales préoccupations des républiques d'Asie centrale⁹. Dans un autre domaine, la Russie s'est révélée incapable d'unifier les régimes douaniers, puisque l'union douanière signée en 1994, 1995 et 1996 par la Russie et les pays d'Asie centrale est restée lettre morte¹⁰. Cette absence de cohérence économique et commerciale a entraîné une diminution des échanges entre les pays de l'Asie centrale et la Russie.

1.1.3 La prédominance de la sécurité militaire

Absente du terrain économique, la Russie a été particulièrement présente dans le domaine de la sécurité. En effet, l'Asie centrale constitue un maillon essentiel du périmètre de sécurité russe. Moscou a donc mis l'accent sur la poursuite des liens militaires, son succès ayant toutefois été mitigé dans ce domaine¹¹. Ainsi, depuis la disparition de l'URSS, la Russie s'est efforcée de bâtir un système de sécurité collective en s'appuyant principalement sur le TSC (traité de sécurité collective de Tachkent en 1992) et en mettant en place un espace de défense aérienne unifiée (Alma Aty février 1995). En outre, Moscou a également conclu avec les nouvelles républiques un certain nombre d'accords bilatéraux en matière de défense et de sécurité. Ainsi,

⁷ JUNEAU Thomas, « Enjeux et grand jeu en Asie centrale », *Asie centrale et Caucase une sécurité mondialisée*, Paris, Les presses de l'université de Laval, pp 87-111.

⁸ LASSERRE Frédéric, « Permanence et bouleversements en Asie centrale. L'insertion de « l'étranger proche » russe dans la dynamique stratégique internationale », *Asie centrale et Caucase une sécurité mondialisée*, Paris, Les presses de l'université de Laval, pp 61-83.

⁹ Id

¹⁰ le Kazakhstan a imposé des barrières tarifaires en 99.

¹¹ JUNEAU Thomas, « Enjeux et grand jeu en Asie centrale », *Asie centrale et Caucase une sécurité mondialisée*, Paris, Les presses de l'université de Laval, pp 87-111.

un traité d'amitié est signé avec le Kazakhstan, véritable zone tampon pour la Russie. Mais dans ce cas, il faut reconnaître que la volonté de Moscou s'est heurtée à celle d'Astana qui ne voulait pas redevenir un satellite russe. L'article 3, qui œuvrait pour une coopération pour une défense commune n'a pas progressé sous le mandat de B. Eltsine. Avec le Tadjikistan, la Russie a profité de la guerre civile sanglante (92-97) et de la présence d'une importante minorité russe pour y installer une présence militaire d'environ 20000 hommes.¹² Cependant, même si la demande de sécurité émanant des républiques d'Asie centrale était importante, un événement a fortement limité l'influence russe dans le domaine. En effet, la défaite militaire en Tchétchénie (août 1996) a montré l'incapacité russe à « restaurer l'ordre constitutionnel » sur son territoire et a mis en évidence les limites du facteur militaire¹³. Cela a eu comme conséquence la création du GOUAM¹⁴ et la coopération de l'Ouzbékistan avec l'OTAN dans le cadre du PPP. De même, le fait que la Russie n'ait pas pu s'opposer à l'élargissement de l'OTAN était signe d'une étonnante faiblesse. En résumé, la politique russe en Asie centrale principalement fondée sur les aspects militaires a eu un bilan mitigé puisque la présence militaire russe en Asie centrale est variable (Tadjikistan, Arménie, Turkménistan, Kirghizstan, Biélorussie).

1.2 Repli de l'influence russe dans la région

Parallèlement à cette politique hésitante, incohérente et relativement inefficace, l'Asie centrale a vu dans cette période, d'une part, les jeunes républiques aspirer à s'éloigner de Moscou et à développer des liens avec d'autres puissances et d'autre part, l'entrée en scène de grandes puissances intéressées par la région. La convergence de ses éléments a entraîné de façon mécanique le recul de l'influence russe en Asie centrale.

1.2.1 Monopole russe contesté par les républiques d'Asie centrale

Les conséquences de cette première politique russe ne se sont pas fait attendre, même si ce repli est relatif et fonction de chaque république. De façon générale, il est admis que les républiques d'Asie centrale ont contesté le monopole russe dans la région. Dans le cadre des relations extérieures d'abord, les pays d'Asie centrale ont privilégié les approches bilatérales avec la Russie plutôt que dans le cadre multilatéral de la CEI dominé de facto par la Russie. Dans le domaine de la sécurité ensuite, le TSC s'est heurté à la crainte des dirigeants des toutes

¹² DUBIEN Arnaud, « De la domination à l'influence ? La Russie de Poutine et les nouveaux Etats indépendants », La politique étrangère de la Russie et l'Europe, Bruxelles, PIE Peter Lang, 2004, pp.99-119

¹³ JUNEAU Thomas, « Enjeux et grand jeu en Asie centrale », Asie centrale et Caucase une sécurité mondialisée, Paris, Les presses de l'université de Laval, pp 87-111.

jeunes républiques de voir la Russie reprendre sa domination. Ainsi, le Turkménistan a refusé d'y adhérer et l'Ouzbékistan l'a fait avec beaucoup de mauvaise volonté. Il convient cependant de nuancer les positions des pays d'Asie centrale vis-à-vis de la Russie. En effet, même si elles cherchent à s'éloigner de la Russie, les républiques d'Asie centrale évitent également de commettre l'irréversible. Ainsi, le Kazakhstan est resté totalement dans le giron russe, alors que dans le même temps l'Ouzbékistan prenait ses distances avec Moscou. En effet, l'Ouzbékistan est avec l'Ukraine, un des Etats de la CEI qui a pris le plus de distances avec la Russie. Ainsi, il a refusé la présence de garde frontière sur son territoire, a adhéré au GOUAM (organisation de sécurité où la Russie est absente) et en 1999, Tachkent a quitté le pacte de sécurité collective. Au même moment, l'administration a été très « ouzbékisée » et au sein de l'armée, les Russes ont presque tous disparus des postes de commandement. La diaspora russe forte de 1,6 millions de personnes en 1991 a diminué de 600 000 personnes. Enfin, le gouvernement a cherché à diversifier ses relations (cf. accord turco-ouzbèke sur le crime organisé, le terrorisme ou la lutte contre le trafic de drogue) et a développé un partenariat avec les Etats-Unis comprenant des aides économiques et l'installation d'une base américaine à Khanabad (2000 militaires). De son côté, le Kirghizstan a adhéré à l'OMC en 1999, sans concertation avec la Russie. Enfin, le Turkménistan, pourtant la plus homogène des républiques centrasiatiques (9% de russes, 9% d'ouzbèks) a aussi pris ses distances avec Moscou. En effet, elle n'a ni participé au TSC ni à la défense commune des frontières extérieures et de façon très restrictive à la CEI. Dans le même temps, les journaux russes sont systématiquement confisqués aux frontières et les derniers officiers russes en poste ont quitté le pays en 1999.

Ainsi, même si la situation diffère selon les républiques d'Asie centrale, il faut constater que le monopole russe a été contesté dans la région.

1.2.2 Vers un grand jeu en Asie centrale

- Les enjeux de sécurité en Asie centrale

L'Asie centrale présente un intérêt de plus en plus grand pour un certain nombre de puissances. Le premier enjeu de sécurité concerne la montée de l'islamisme. En effet, un certain nombre de républiques (3) ont une frontière commune avec l'Afghanistan qui possède des bases islamistes, d'autres ont de frontières avec la Chine ou la Russie. Ces deux pays craignent, d'ailleurs, une montée de l'islamisme qui aurait comme base arrière des républiques d'Asie centrale. De leur côté, les pays d'Asie centrale redoutent des mouvements internes

dirigés à l'encontre des institutions¹⁵. Enfin, les Américains, dans leur lutte contre le terrorisme, sont très sensibles à la montée de l'islamisme.

La drogue représente le deuxième enjeu de sécurité dans la région puisque cette dernière constitue une des deux principales routes de la drogue avec les Balkans¹⁶. Les pays occidentaux, ainsi que la Russie et la Chine qui voient la consommation de drogue augmentée souhaitent ardemment agir dans cette zone. A ce titre, rappelons que le Tadjikistan est devenu une des principales voies de transit des trafiquants d'armes et de drogue.

- La question des ressources et de leur transit

Les pays d'Asie centrale possèdent des ressources qui intéressent les grandes puissances. En effet, les réserves de pétrole et de gaz sont estimées assez importantes¹⁷ et de ce fait intéressent les grandes puissances¹⁸. Mais, outre les ressources, leur transit revêt un enjeu particulier car les pays d'Asie centrale disposant des ressources sont enclavés, voire doublement enclavés. A ce titre, les questions liées aux exportations sont d'importance stratégique au niveau international. Il suffit pour s'en convaincre d'étudier les investissements réalisés par la Russie, la Chine, les USA ou l'Europe occidentale.

1.2.3 L'émergence de rivaux en Asie centrale et effacement des autres acteurs

- L'expansion rapide des ambitions américaines

Etant donné l'importance stratégique de la région, un certain nombre de rivaux de la Russie sont apparus dans une zone pourtant dans le giron traditionnel russe. Les premiers rivaux intéressés par l'Asie centrale sont sans conteste les Etats-Unis. En effet, les Américains se sont intéressés à la région centrasiatique dès l'indépendance des républiques. A l'époque, leur attention était focalisée sur la dénucléarisation du Kazakhstan qui sera d'ailleurs réalisée en 1995¹⁹. La politique américaine s'est alors diversifiée. Ce n'est qu'à partir de 1994 que la région prend une place plus importante dans la politique de Washington, tout d'abord dans le

¹⁵ Notons à ce titre le développement du MOI en Ouzbékistan et les attentats de Tachkent le 30 juillet 2004 contre les ambassades américaines et irakiennes.

¹⁶ « conférence sur les routes de la drogue de l'Asie centrale à l'Europe », déclaration de Paris, Paris, 21-22 mai 2003.

¹⁷ Les réserves prouvées pour l'Azebaïdjan, le Turkménistan et la Kazakhstan représentent 30 milliards de barils de pétrole, soit 3% des réserves mondiales avec de fortes disparités selon les pays, en incluant les sources les plus conservatrices pour le gisement de Kashagan, Colloque au sénat français sur l'Asie centrale de juin 2002.

¹⁸ Par exemple, le Kazakhstan possède un énorme réservoir de matières premières, de minéraux, de métaux, de gaz, de pétrole, d'uranium ou de charbon.

¹⁹ LASSERRE Frédéric, « Permanence et bouleversements en Asie centrale. L'insertion de « l'étranger proche » russe dans la dynamique stratégique internationale », Asie centrale et Caucase une sécurité mondialisée, Paris, Les presses de l'université de Laval, pp 61-83.

cadre du partenariat pour la paix de l'OTAN (PPP) qui permet aux Etats-unis de financer un important volet de la coopération militaire avec l'Ouzbékistan et d'organiser des manœuvres conjointes de maintien de la paix²⁰. En 1995, l'Ouzbékistan donne de nouveaux gages de son intérêt pour une collaboration plus étroite avec les Etats-Unis (coopération avec le FMI, approbation de l'embargo avec l'IRAN). L'année 1994 voit également l'émergence des talibans sur la scène afghane, pilotés par l'ISI, les services secrets pakistanais, avec l'appui des Américains. En effet, Washington a soutenu les Pakistanais pour favoriser l'émergence des talibans. En effet, conscients que le principal enjeu pour les républiques d'Asie centrale demeure leur croissance économique, et leur accès aux marchés internationaux pour le coton ou les hydrocarbures, Washington a cherché à privilégier les tracés d'infrastructures qui convenaient à ses intérêts, c'est-à-dire en décourageant les initiatives russes et iraniennes afin de favoriser le projet turc BTC, et surtout, le projet de gazoduc transafghan vers le Pakistan²¹. De même, l'administration américaine a encouragé les compagnies pétrolières à investir au Kazakhstan.

- L'entrée en scène d'une Chine très entreprenante

La Chine a pendant longtemps tissé des liens avec l'Asie centrale à la fois politiques et militaires, mais aussi culturels et commerciaux. En effet, cet espace fut longtemps l'intermédiaire privilégié de la circulation, de l'échange et de la transmission des idées et des marchandises le long de l'antique « route de la soie » reliant l'occident, l'Orient et la Chine. En outre, la Chine a toujours porté une attention particulière aux menaces des peuples nomades des steppes centrasiatiques. Dès la chute de l'URSS, cette région revêt pour la Chine un intérêt selon 3 axes²²:

- La sécurité dans un sens large

La Chine doit avant tout assurer la sécurité du Xinjiang face aux nouvelles républiques d'Asie centrale. Elle craint notamment une menace venant de l'ethno nationalisme. En effet, cette province a des liens culturels, ethniques et religieux avec les tadjiks et les ouzbèks. Au point de vue linguistique, les langues ouïgours et ouzbèks sont très voisines. La Chine craint également que ces pays servent de base arrière au mouvement séparatiste ouïgour. Elle est

²⁰ Les Etats-Unis prennent ainsi en charge une large part du financement des exercices, tous les ans, du bataillon de maintien de la paix d'Asie centrale « Centrazbat » associant l'Ouzbékistan, le Kazakhstan et le Kirghizstan.

²¹ Si, officiellement la compagnie américaine Unocal a renoncé au projet en 1998, des négociations secrètes entre les talibans et Washington sont documentées jusqu'à l'été 2001.

²² « La Chine et la nouvelle Asie centrale, de l'indépendance des républiques centrasiatiques à l'après 11 septembre », Thierry KELLNER, rapport du GRIP 2002.

également inquiète de la présence militaire américaine dans la région à ses portes. Elle considère donc Moscou comme une sorte d'instrument qu'elle pourra utiliser pour s'opposer à la pénétration américaine qui pourrait exercer une influence sur le Xinjiang en utilisant le sentiment séparatiste de certaines minorités pour l'affaiblir. Sur le plan idéologique, elle appréhende la diffusion du modèle occidental en Asie centrale ou de la menace chinoise²³. La Chine n'a plus que 40 km de frontières avec la Russie mais elle possède l'avantage d'avoir des zones frontalières beaucoup plus denses en population. Dans ce domaine de la sécurité, la Chine a donc mis en œuvre une politique périphérique, tout d'abord en réglant les différents contentieux sur le tracé des frontières où Pékin a fourni de gros efforts²⁴, ensuite en créant et animant le groupe de Shanghai en 1996²⁵. Il s'agissait de promouvoir la confiance mutuelle entre les partenaires en établissant la transparence et la prévisibilité des activités militaires le long de la frontière. Le domaine des discussions s'est élargi pour englober non seulement les questions de sécurité prise dans son sens traditionnel, mais aussi dans son sens le plus étendu (risques liés au radicalisme islamique, au terrorisme ou encore au trafic de drogue²⁶).

- L'axe économique, commerce et sécurité

En effet, l'Asie centrale est à la fois un marché potentiel et une zone riche en matières premières. C'est pourquoi, afin de favoriser les échanges avec l'extérieur mais aussi pour arrimer davantage la région autonome du Xinjiang au centre de la Chine, les autorités ont mis l'accent sur le développement des infrastructures de transport (routes, chemins de fer, aéroports) et de télécommunication, tant entre le Xinjiang et l'Asie centrale qu'entre la province et le centre de la Chine²⁷. On constate d'ailleurs une augmentation des échanges entre tous les pays d'Asie centrale et la Chine.

- L'axe énergétique

L'intérêt de Pékin à l'égard des ressources énergétiques de l'Asie centrale est évidemment dans le cadre de sa recherche de fournisseurs fiables et d'une diversification de ses

23 Id

24 Les problèmes des frontières kazakhes (1533 km), kirghizes (858 km) ou tadjikes (414 km) sont alors réglés.

25 Le Shanghai five devient en 2001 l'organisation de coopération de Shanghai.

26 « La Chine et la nouvelle Asie centrale, de l'indépendance des républiques centrasiatiques à l'après 11 septembre », Thierry KELLNER, rapport du GRIP 2002

27 A ce propos, on peut noter l'accord entre Astana (Kazakhstan) pour utiliser ses lignes ferroviaires vers le port chinois de Lianyungang sur la côte pacifique afin d'écouler ses productions.

approvisionnement nécessaires non seulement à la poursuite de son essor économique mais aussi au renforcement de sa sécurité énergétique²⁸.

- L'échec des ambitions pakistanaises, iraniennes et turques

Le Pakistan, tout d'abord, a perdu ces rêves de grandeur dans la région après pourtant des années d'efforts pour s'installer dans la région. Certes, le régime parvient à se maintenir malgré l'aide apportée aux Américains dans la guerre contre les talibans. Cependant, ce régime lui était favorable à Kaboul alors qu'actuellement, les Ouzbèks et les Tadjiks de l'alliance du nord lui sont moins favorables. Ainsi, le projet de gazoduc entre le Turkménistan, l'Ouzbékistan et le Pakistan via l'Afghanistan, même s'il n'est pas totalement enterré, semble avoir moins les faveurs des USA et des pays producteurs²⁹.

De son côté, l'Iran n'a pas obtenu les résultats escomptés malgré des efforts importants. Ainsi, ce pays voit une nécessité d'avoir des relations fortes avec les républiques d'Asie centrale afin notamment de rompre son isolement. C'est pourquoi, la politique iranienne s'est déclinée sur plusieurs volets, profitant à la fois de la proximité géographique³⁰ avec le Turkménistan et de liens culturels assez forts. On peut ainsi noter quelques succès dans la pénétration économique de l'Iran dans la région avec la réalisation concrète de plusieurs projets comme le réseaux ferrés Meched-Tejen ouvert en 1996, le raccourci Kerman-Meched permettant de gagner 1500 km pour rejoindre le port de Bandar Abbas, ou l'offre de transport auprès des producteurs de cotons turkmènes et ouzbèks. De même, on peut souligner le rôle important joué par l'Iran auprès de Moscou dans le règlement de la guerre civile au Tadjikistan. Cependant, il faut modérer l'importance iranienne dans la région pouvant être caractérisée par l'ambivalence des rapports entre le Turkménistan et l'Iran. En effet, d'un côté, il y a des fortes minorités turkmènes en Iran (500000) et une vieille hostilité opposant les tribus turkmènes sunnites aux iraniens chiites et sédentaires. De l'autre côté, il y a 1000 km de frontières communes et la voie la plus courte pour exporter le gaz turkmène vers l'Occident

- 28 Dans ce domaine, le CNPC (China National Petroleum Company) a acquis 60% de la compagnie kazakhe Aktobemupajjaz et un projet de développement du champ d'Uzen. Cela représente au total, 9,5 milliards de dollars d'investissements dont 2 gazoducs (Kazakhstan- Chine et Kazakhstan-Iran via le Turkménistan).

- 29 LASSERRE Frédéric, « Permanence et bouleversements en Asie centrale. L'insertion de « l'étranger proche » russe dans la dynamique stratégique internationale », Asie centrale et Caucase une sécurité mondialisée, Paris, Les presses de l'université de Laval, pp 61-83.

4 L'Iran possède 1000 km de frontières communes avec la Turkménistan. Riverain de la mer Caspienne, il peut offrir aux pays d'Asie centrale un accès aux mers ouvertes (Golfe persique et mer d'Oman). De même, l'Iran pourrait faire profiter de son expertise dans le domaine pétrolier aux jeunes républiques.

passer par l'Iran. Ainsi, même si malgré les pressions américaines, le Turkménistan s'est raccordé au réseau gazier iranien en décembre 1997, il se montre ouvert à d'autres tracés ; cela modère son intérêt pour l'augmentation de la capacité du raccord irano-turkmène. Enfin, l'Iran vit mal son encerclement par des bases américaines (en Asie centrale, en Irak, en Turquie ou au Qatar) et le discours rhétorique américain belliqueux à son égard³¹ qui a pour effet immédiat de limiter la portée de tous les projets iraniens dans la région car les républiques d'Asie centrale hésitent à contrarier l'ami américain, dont l'aide est précieuse.

La Turquie, enfin, qui envisageait la création d'un grand Turkestan s'appuyant sur une culture commune et sur une pénétration économique a vu ses ambitions s'éteindre brusquement. En effet, malgré le soutien américain qui voulait limiter l'influence iranienne dans la région, les républiques d'Asie centrale n'envisageaient pas de quitter le joug russe pour rentrer sous le joug du grand frère turc. De plus, il s'est avéré que les liens culturels n'étaient pas aussi évidents qu'ils paraissaient. En effet, seul l'azéri est compréhensible pour un turc qui ne peut pas du tout communiquer avec un Kazakh. Il faut comprendre que le turc comprend 5 groupes de langues très différents. En outre, l'axe économique a montré ses limites puisque les industriels occidentaux se passent de l'intermédiaire turc pour investir le marché centrasiatique. Enfin, il est à noter l'absence de rencontres de haut niveau entre les républiques d'Asie centrale et la Turquie.

31 JUNEAU Thomas, « Enjeux et grand jeu en Asie centrale », *Asie centrale et Caucase une sécurité mondialisée*, Paris, Les presses de l'université de Laval, pp 87-111.

2 DEUXIÈME PARTIE : LA POLITIQUE DE POUTINE : UNE RESTAURATION D'UNE CERTAINE INFLUENCE RUSSE DANS LA REGION

Il apparaît clairement que la politique étrangère mise en œuvre par V. Poutine diffère de celle de B. Eltsine. En effet, conscient de la nécessité pour la Russie de restaurer son influence dans son étranger proche et parallèlement à la mise en place de réformes internes, Moscou reprend position en Asie centrale. Ainsi, de façon très pragmatique, et bien que disposant de peu de marge de manoeuvre, V. Poutine prend acte de l'échec de la politique précédente et met au point une nouvelle politique étrangère en vue de restaurer l'influence russe dans la région.

2.1 La prise de conscience des enjeux de sécurité pour la Russie en Asie centrale

Dès son arrivée au pouvoir Vladimir Poutine prend conscience de l'intérêt d'une influence russe forte en Asie centrale notamment en ce qui concerne les enjeux de sécurité intéressant directement la Russie.

2.1.1 Les risques pour la Russie de la montée de l'islamisme et du terrorisme

Le premier enjeu mis en avant par Poutine concerne les risques liés à la montée de l'islamisme et du terrorisme. En effet, même réduit à son territoire actuel, la Fédération de Russie reste un pays où l'islam représente la seconde religion avec au moins 13 millions d'adeptes, soit 9 % de la population³². Aujourd'hui, l'audience de l'islam ne peut que croître en Russie, au moins démographiquement, dans la mesure où sept républiques de la Fédération sont à dominante musulmane et que ces régions conservent, contrairement aux autres, un fort taux de natalité. Mais l'attitude du pouvoir central a toujours été ambivalente à l'égard de l'islam, mis alternativement en avant comme un élément constitutif de la spécificité russe par rapport à l'Europe ou à l'Asie, ou au contraire comme une menace pour l'identité russe. C'est notamment le cas du wahhabisme, l'un des principaux courants de l'islam radical qui tente de prendre pied au cœur de la Russie, dans les républiques musulmanes du Tartastan, du Daghestan et de Bachkirie. En Tchétchénie, le wahhabisme s'est renforcé au cours de la guerre d'indépendance contre Moscou. Si depuis son accession au pouvoir, Vladimir Poutine a courtisé la communauté musulmane, il cherche surtout à la tenir sous contrôle. Mais son soutien aux États-Unis dans leur lutte antiterroriste risque de lui aliéner un nombre croissant de musulmans

³² Certains experts parlent même de 20 millions de musulmans.

sensibles à l'antiaméricanisme. Poutine doit donc craindre dans son propre pays le réveil d'un islam radical. En effet, le développement de l'extrémisme islamiste dans le nord Caucase et du trafic de drogue en provenance d'Afghanistan dans toute la région sont autant d'éléments qui ont fini par pousser Poutine à tenter un rapprochement avec ses voisins d'Asie centrale³³. La Russie craint en effet une contagion des conflits religieux en provenance d'Asie centrale qui pourrait atteindre les importantes minorités musulmanes, notamment au nord-Caucase, au Tatarstan ou au Bachkortostan. Cela explique, par exemple, la présence russe au Tadjikistan car elle est sensée assurer la protection de la frontière avec l'Afghanistan contre la propagation du radicalisme islamique et des trafics d'armes et de drogue³⁴.

2.1.2 Nécessité de changer de politique et de prendre en compte l'étranger proche face aux menaces des USA et de la Chine

Face au bilan décevant de la politique russe et de la CEI, le nouveau président Poutine paraît avoir mis à plat les objectifs russes. Il a pris acte de l'échec de la CEI et entend désormais mettre en place, au moins pour le court terme, un « noyau dur » d'Etats structurés autour de la Russie et développer des relations bilatérales avec chacun des Etats de la CEI³⁵.

Dans un second temps, Poutine se rend compte de l'émergence d'autres puissances dans la région et notamment celle des américains, de la Chine, de l'Europe occidentale, de l'Iran, voire du Pakistan. A ce propos, un conseiller de Poutine le soulignait en précisant que, dès que la Russie laisse un espace vide en Asie centrale, cet espace est automatiquement occupé par une puissance étrangère. En effet, après les enjeux de sécurité liés à la montée de l'islamisme et du terrorisme, les analystes russes sont de plus en plus préoccupés par la présence militaire américaine à ses frontières, ainsi que par l'augmentation de l'influence chinoise dans la région. Enfin, la Russie s'intéresse également de plus en plus aux ressources énergétiques d'Asie centrale. En effet, même si l'économie russe ne dépend pas de l'Asie centrale, les perspectives d'exploitation des hydrocarbures du bassin caspien sont d'un grand intérêt pour Moscou et peuvent être déclinées à 2 niveaux. Le premier concerne le transit des ressources énergétiques. En effet, les républiques d'Asie centrale, avec le soutien américain, cherchent à réduire le monopole des voies possibles d'exportation qui passent par la Russie. Dans un deuxième temps, ces nouvelles ressources pourraient éventuellement entrer en concurrence avec les

³³ « La Russie de Poutine reprend pied en Asie centrale », Libération, 18 octobre 2003.

³⁴ JUNEAU Thomas, « Enjeux et grand jeu en Asie centrale », Asie centrale et Caucase une sécurité mondialisée, Paris, Les presses de l'université de Laval, pp 87-111.

³⁵ « De l'URSS à la CEI (1987-2000) », dossiers synthèse économique et sociale, la Revue d'étude, P-115, 2002, p 48.

ressources russes. C'est pourquoi, les Russes cherchent à maintenir leur influence dans la région à la fois pour les contrôler et en retirer des revenus sous la forme de droit de transit³⁶. Le constat est alors clair ; il s'agit de réaménager l'ancien espace impérial et de contrer à la fois un axe Est-ouest (soutenu par les Américains et les Européens) dont le pipeline Bakou-Ceyhan n'est qu'un maillon et un axe Nord-sud avec notamment les projets chinois, iraniens et pakistanais. Dans le premier cas, Moscou cherche à mettre en place un axe de transport multimodal entre la Baltique, le golfe arabo-persique et l'Inde tandis que dans le deuxième la Russie met en place des projets alternatifs qu'elle propose aux pays d'Asie centrale³⁷. Enfin, dans la définition même d'une politique étrangère, V. Poutine a permis d'atténuer certaines controverses persistantes, relatives à la politique étrangère, comme celle opposant artificiellement les vocations européennes et asiatiques de la Russie en les refondant dans un seul et même programme de politique étrangère.

2.2 La nouvelle politique russe en Asie centrale pour un rôle sensiblement plus important

Conscient des enjeux que représente la région pour la Russie, Moscou modifie sa politique étrangère en général, et en Asie centrale en particulier. Bien que disposant d'une marge de manœuvre réduite en raison de faibles moyens financiers, Poutine met en place une nouvelle politique plus cohérente, fondée sur un dosage d'instrumentalisation de la menace islamiste, de partenariats bilatéraux, de pressions et d'une coopération mesurée avec Washington. Cette politique va permettre aux Russes de restaurer une certaine influence dans la région.

2.2.1 L'instrumentalisation de la menace islamiste en Asie centrale

Alors que cette menace concernait avant tout le Tadjikistan et l'Ouzbékistan en 1999, le Kirghizstan semble aujourd'hui affecté. En effet, en août 2001, 500 islamistes ont lancé des assauts contre le pays à partir de l'Afghanistan et du Tadjikistan³⁸. Dans ce contexte présent dès 1999 et plus encore après septembre 2001, le Kremlin cherche habilement à instrumentaliser le thème de la « menace islamiste » et de sa coopération avec Washington pour rendre crédibles ses offres de coopération avec les républiques centrasiatiques ; Poutine a mis en place une politique de lutte anti-islamique. La lutte engagée a d'ailleurs été initiée par plusieurs des cinq républiques, même si dans ce domaine, la forte population islamique en

³⁶ JUNEAU Thomas, « Enjeux et grand jeu en Asie centrale », *Asie centrale et Caucase une sécurité mondialisée*, Paris, Les presses de l'université de Laval, pp 87-111.

³⁷ DUBIEN Arnaud, « De la domination à l'influence ? La Russie de Poutine et les nouveaux Etats indépendants », *La politique étrangère de la Russie et l'Europe*, Bruxelles, PIE Peter Lang, 2004, pp.99-119

³⁸ FOSSAT Max, « La CEI », *la revue d'étude*, n°2, février 2002, pp 31-40.

Russie constitue à la fois un frein et une menace future. Cette politique, loin d'être une conséquence du 11 septembre, a été favorisée par la situation en Afghanistan, puis par la suite, par les incursions d'éléments islamistes et les attentats perpétrés à l'été 1999 ou 2000 au Kirghizstan et en Ouzbékistan. Moscou a eu beau jeu de présenter l'Afghanistan des talibans comme le centre du terrorisme international et la plus grande menace de la région. Elle a ainsi en 2000 menacé de bombarder le territoire afghan et en a profité pour augmenter sa présence militaire au Tadjikistan. De plus, le renforcement de la coopération militaire et les accords passés avec l'Ouzbékistan en 2000 sont liés également à cette mise en exergue de la menace islamique. Moscou, à travers ses porte-parole, a également cherché à faire un lien, sans aucun élément de preuve, entre les talibans, les dirigeants tchéchènes et les dirigeants du Mouvement Islamique d'Ouzbékistan. L'orientation des activités du groupe de Shanghai vers la lutte antiterroriste participe de la même démarche. La pression des mouvements islamistes, essentiellement wahhabistes est également le ciment de la coopération sino-russe dans la région. Moscou et Beijing se sont entendus pour fonder l'organisation de coopération de Shanghai. Cet organisme a non seulement résisté à l'irruption américaine en Asie centrale, mais a accueilli, le 14 juin 2001, l'Ouzbékistan pourtant soucieux de maintenir les apparences de son indépendance³⁹. Les attentats du 11 septembre et la croisade antiterroriste toujours en cours, ont été l'occasion rêvée pour la Russie de se voir conforter dans la démarche entreprise et notamment de légitimer ses opérations militaires en Tchétchénie au nom de la lutte contre les terroristes islamiques. L'Occident devait d'ailleurs faire un geste vers Moscou à cette occasion en appelant les rebelles tchéchènes à rompre leurs liens avec les groupes terroristes internationaux, ou en affirmant son soutien aux efforts des autorités russes en vue d'un règlement politique en Tchétchénie⁴⁰.

La politique de lutte anti-islamiste mise en œuvre par Moscou a également eu des corollaires dans les républiques d'Asie centrale. Ainsi, à l'instar de la Russie et avec son soutien, les pays d'Asie centrale ont multiplié les actes de répression islamique depuis septembre 2001, anéantissant à la fois islamistes et opposants politiques. C'est particulièrement vrai pour l'Ouzbékistan d'autant que le soutien de Moscou dans ce domaine lui était totalement acquis. Ainsi les frontières ont été fermées pour empêcher les infiltrations d'islamistes en provenance d'Afghanistan ; le système de délation développé par le service de sécurité

39 LASSERRE Frédéric, « Permanence et bouleversements en Asie centrale. L'insertion de « l'étranger proche » russe dans la dynamique stratégique internationale », *Asie centrale et Caucase une sécurité mondialisée*, Paris, Les presses de l'université de Laval, pp 61-83.

40 Heibsborg F, « Hyper terrorisme : la nouvelle guerre », Paris, Laffont, 2001, p.149.

nationale (NSS) hérité du KGB soviétique, a été renforcé dans la capitale. Tous les « vrais » islamistes ont été arrêtés et le MIO est en voie de disparition.

Cependant, même si cette politique a obtenu des résultats, il convient de souligner que les méthodes répressives des régimes en place pourraient raviver l'islam radical, si celui-ci devenait le seul drapeau de l'opposition et existait alors uniquement dans une logique interne antigouvernementale. Le risque de cristallisation existe donc en Asie centrale, surtout dans les zones déshéritées, mais également en Russie où l'islam prend aujourd'hui de plus en plus d'importance, rendant plus étroite la marge de manœuvre de Vladimir Poutine.

2.2.2 Une politique plus cohérente avec les pays d'Asie centrale

Face au bilan décevant de la politique russe et de la CEI, le nouveau président Poutine paraît avoir mis à plat les objectifs russes. Il a notamment pris acte de l'échec de la CEI comme vecteur d'intégration régionale et entend désormais mettre en place, au moins pour le court terme, un « noyau dur » d'Etats structurés autour de la Russie et développer des relations bilatérales avec chacun des Etats de la CEI. Il privilégie notamment la dimension bilatérale, puisqu'il déclare que la Russie ne développera des coopérations renforcées qu'avec les pays qui le souhaitent.

Le premier volet de cette politique consiste à s'appuyer sur l'argument de sécurité pour renforcer la présence militaire russe. Cela commence par le renforcement du TSC et se prolonge par des actions concrètes. Ainsi, les incursions islamistes au Kirghizstan et en Ouzbékistan en 1999 et en 2001 sont une véritable aubaine pour les Russes qui en profitent pour se réinstaller dans la région⁴¹. Les premiers efforts de Poutine concernent d'ailleurs les pays du GOUAM, dont fait partie l'Ouzbékistan.

Le deuxième volet concerne la politique énergétique. En effet, la Russie développe à ce titre une véritable diplomatie énergétique. Ainsi, dès le début du premier mandat de Poutine, on constate plusieurs avancées concrètes. Tout d'abord, une augmentation des quotas de transit pour le brut extrait au Kazakhstan et la signature par la Russie avec ce pays d'un accord de coopération à long terme dans le domaine énergétique⁴². Toujours dans le domaine énergétique, on constate une accélération de deux projets ; le gazoduc sous-marin russo-turc et l'oléoduc Tenguiiz-Novorossiisk (CPC).

⁴¹ DUBIEN Arnaud, « De la domination à l'influence ? La Russie de Poutine et les nouveaux Etats indépendants », La politique étrangère de la Russie et l'Europe, Bruxelles, PIE Peter Lang, 2004, pp.99-119

⁴² Id

Enfin, même si la politique de Poutine ne prévoyait pas réellement de volet économique et commercial, cette période a coïncidé avec un désir des entreprises russes de jouer un rôle majeur dans une région riche en ressources et courtisée par d'autres investisseurs tels que la Chine. On constate alors que les compagnies russes ont renforcé leur présence dans le bassin caspien,⁴³ rendant encore plus cohérente la politique étrangère russe en Asie centrale.

2.2.3 Une coopération mesurée avec les USA

Après le 11 septembre 2001, la Russie n'avait pas réellement les moyens d'empêcher les jeunes républiques d'Asie centrale d'accueillir les troupes américaines. En fait, plusieurs analystes pensaient même qu'il était dans l'intérêt de Moscou de laisser les Américains éliminer le régime taliban, menace majeure pour sa sécurité et celle de l'Asie centrale. Beaucoup pensaient en effet que la Russie, seule, ne pouvait régler ce problème. D'autre part, l'aide apportée aux Américains servait également à obtenir un blanc seing pour agir contre les « terroristes » tchéchènes. Enfin, la Russie attendait de sa coopération avec les des concessions sur des dossiers sensibles (oléoduc Bakou – Ceyhan)⁴⁴. Cependant, dès décembre 2001, il semble que leur coopération s'essouffle. En effet, les Américains se retirent du traité ABM, envoient des instructeurs en Géorgie et laissent entrevoir une présence non provisoire en Asie centrale. Ces éléments ont pour effet de créer une méfiance réciproque entre les deux pays.

Suite à cela la Russie change d'attitude et entretient une coopération plutôt mesurée avec Washington. Ainsi, les Russes commencent à durcir le ton et à se montrer très sensibles sur les sujets touchant l'Asie centrale. De même, ils exercent une forte pression sur le Kirghizstan afin qu'il limite le mandat donné aux Américains. Enfin, ils portent une attention toute particulière à la fois à l'Ouzbékistan, par la création du centre de lutte anti-terroriste à Tachkent et au Tadjikistan par la signature d'un important accord de coopération dans le domaine gazier par Gazprom.

2.2.4 Appui sur des organisations régionales économiques et de sécurité

Sans rentrer dans le cadre multilatéral de la CEI, la Russie va s'appuyer avec succès sur certaines organisations régionales pour retrouver une certaine influence dans la région. Il faut

⁴³ Au Kazakhstan, Rosneft' et Itera se sont vus attribuer l'exploitation des gisements de Aldai et de Fedorsk. TNK est rentré dans le projet de Kemiak et Lukoil et Itera dans un projet en Ouzbékistan en juillet 2001. De même, Itera a pénétré au Turkménistan, « La Russie de Poutine reprend pied en Asie centrale », Libération, 18 octobre 2003.

⁴⁴ DUBIEN Arnaud, « De la domination à l'influence ? La Russie de Poutine et les nouveaux Etats indépendants », La politique étrangère de la Russie et l'Europe, Bruxelles, PIE Peter Lang, 2004, pp.99-119

d'abord noter la participation très active au sein de l'organisation de coopération de Shanghai. Ensuite, la Russie va adhérer à la coopération d'Asie centrale afin d'avoir plus d'emprise sur les questions régionales. A ce propos, V. Poutine déclarait à Douchanbe: « à l'aide de cette organisation, nous espérons augmenter fortement notre capacité à neutraliser des menaces telles que l'extrémisme religieux et à lutter contre le trafic de drogue »⁴⁵. Toujours dans le domaine de l'utilisation des organisations régionales pour restaurer son influence, on peut également noter la participation de la Russie à la communauté économique eurasienne créée le 10 octobre 2000, mais enregistrée comme organisation internationale le 1^{er} avril 2001⁴⁶. La participation à ces nombreuses organisations régionales permet de faire déboucher des actions concrètes comme la création le 30 mai 2001 d'une force de réaction rapide par la Russie, le Kazakhstan, le Tadjikistan et le Kirghizstan pour répondre aux tentatives de violation de la paix en Asie centrale.

Pour être complet sur cette question, il est important de noter la forte implication de V. Poutine donnant l'impulsion dans ce domaine, bien qu'il ne dispose que d'une très faible marge de manœuvre en raison notamment de la faiblesse de l'économie russe. A ce propos, l'exemple du TSC est significatif. En effet, V. Poutine prend acte du pseudo échec du TSC et le relance en créant l'OTSC en mai 2002 (organisation du traité de sécurité collective).

Toutes les conditions étaient réunies pour que la politique de Poutine donne des résultats. Ainsi, dès la fin de l'année 2001, la Russie a soit augmenté soit maintenu son influence dans les républiques d'Asie centrale. Cependant, le deuxième mandat de Poutine et les conséquences du 11 septembre vont continuer de modifier les cartes des puissances en Asie centrale.

⁴⁵ « La Russie de Poutine reprend pied en Asie centrale », Libération, 18 octobre 2003.

⁴⁶ Elle comprend la Russie, la Biélorussie, le Kazakhstan, le Tadjikistan et le Kirghizstan.

3 TROISIEME PARTIE : PERSPECTIVES ET TENDANCES : VERS UN RÔLE D'ARBITRE OU UN PARTAGE DE L'INFLUENCE AVEC LA CHINE

Les derniers événements en Ukraine, voire en Asie centrale démontrent une certaine crispation des grandes puissances en Asie centrale. Même s'il est difficile de déterminer des perspectives, des tendances peuvent être soulignées. L'Asie centrale est un maillon essentiel de la stratégie américaine, à la fois de « containment » de la Russie, d'encercllement de la Chine et de maîtrise des ressources énergétiques. Il semble également que la Russie ne soit pas prête à déléguer sa sécurité dans son étranger proche (Ukraine et Asie centrale). Enfin, la puissance économique chinoise devrait, dans un moyen terme, lui permettre d'augmenter son influence sur la scène internationale et notamment en Asie centrale. Ainsi, même s'il est difficile d'établir des perspectives à moyen et long terme, il est intéressant de s'interroger du rôle de la Russie dans le cas d'un leadership chinois dans la région. C'est pourquoi, l'hypothèse d'une hégémonie américaine dans la région ne sera pas étudiée.

3.1 L'après 11 septembre : des ambitions plus affirmées de la part des grandes puissances

A la lumière des derniers événements survenus dans la région, il apparaît que la Russie et les Etats-Unis réaffirment leur volonté d'assurer le leadership dans la région. Ces ambitions s'accompagnent en plus d'une méfiance réciproque. De son côté, la Chine reste en retrait même si elle conserve la volonté d'augmenter son influence dans la région. On peut dire qu'elle est en position d'attente en jouant d'ailleurs soit de façon isolée soit dans un semblant de partenariat avec la Russie.

3.1.1 Les Américains pour une politique hégémonique et unilatérale dans un dessein géopolitique plus vaste

Le projet de contrôle des ressources énergétiques en Asie centrale par les Américains est devenu un enjeu majeur en 2001. Il s'agit, en fait, de diversifier afin de réduire la dépendance énergétique américaine à l'endroit d'un Moyen Orient instable. Dès la fin de 2001, Washington continue donc de soutenir le pipeline Bakou- Ceyhan- Tbilissi. Ainsi, après le 11 septembre, Washington accélère sa politique, chasse les talibans, met en place un gouvernement favorable à ses intérêts et s'établit militairement et semble-t-il durablement dans la région. Parallèlement, les Américains procèdent à des investissements massifs en Ouzbékistan. Selon Paul Marie de la Gorce: « l'offensive de l'administration Bush a déjà

transformé l'échiquier stratégique et politique dans les pays d'Asie centrale naguère soviétique. La politique américaine cherchait en priorité, jusque là, à empêcher la formation d'une puissance nouvelle comparable à ce qu'était hier l'union soviétique. Elle voulait par conséquent réduire autant que possible toute présence ou influence russe en Asie centrale. Le tracé adopté pour l'oléoduc destiné à l'écoulement d'une partie des hydrocarbures de la mer Caspienne passe entièrement en dehors de la Russie. Au-delà des opérations en Afghanistan, l'objectif à long terme en est le maintien d'une présence militaire américaine au cœur même du sud-ouest asiatique ».

La situation dans la région reste stable jusqu'au début des seconds mandats de Georges W. Bush et de Vladimir Poutine, date à partir de laquelle il est intéressant d'étudier les tendances et d'essayer d'y trouver des perspectives.

La première des tendances qui apparaît concerne une certaine crispation des grandes puissances dans la région de l'Asie centrale avec, comme corollaire, des ambitions plus affirmées de leur part. En effet, les analystes russes et chinois prennent conscience de la réalité de la politique hégémonique américaine dans la région, ce qui est loin de les satisfaire. La Chine, par exemple, a à subir une présence militaire américaine qui semble durable à ses portes et qui l'empêche en outre d'avoir une stratégie énergétique moins dépendante. Il est en effet probable qu'un des points faibles de la Chine dans les années à venir sera sa dépendance énergétique. La présence américaine dans toutes les zones de productions mondiales pourrait fragiliser sur le long terme la sécurité énergétique chinoise.

3.1.1 Le signal fort donné par Poutine aux acteurs et aux pays d'Asie centrale : la Russie ne déléguera pas ses intérêts et son influence en Asie centrale

De son côté, la Russie se sent menacée à ses frontières et n'envisage pas de laisser son étranger proche à une puissance extérieure. Il existe d'ailleurs une analyse de la situation caractéristique de l'état de méfiance des Russes à l'égard des Américains. Il s'agit d'une nouvelle approche de la politique américaine dans la région. En fait, pour certains spécialistes russes dont Yevguenii Myuchin, cette approche dite de « managed conflicts » fait référence à des conflits maîtrisés qui consistent à affaiblir des ennemis potentiels (ici la Chine et la Russie) en permettant d'assurer le contrôle des territoires et en les exploitant à leur profit. Ces procédés seraient les recours des services secrets américains, voire de certains pays européens. Cette perception

réelle ou supposée de l'action américaine conduit à un durcissement de la politique de Poutine dans la région ; elle s'exprime par une recrudescence de l'activité russe en Asie centrale⁴⁷.

Ainsi, V. Poutine relance le TSC avec l'OTSC (organisation du traité de sécurité collective) ; on assiste alors à l'implantation en décembre 2002 d'une base militaire à Kant en république kirghize et depuis janvier 2004 à la mise en place opérationnelle d'une force antiterroriste de déploiement rapide de 700 soldats sous l'égide de l'OTSC⁴⁸.

Poutine continue avec l'installation d'une base russe au Tadjikistan en octobre 2004 où il déclare: « notre présence militaire au Tadjikistan ne sera pas uniquement gage de notre sécurité mais aussi garante de la stabilité de la région »⁴⁹.

3.2 Les faiblesses de la position russe pourraient voir son influence diminuer

Malgré un regain d'influence russe en Asie centrale, notamment grâce à la politique de Poutine, la Russie présente des faiblesses qu'il est important d'établir et qui pourraient gêner le maintien de son influence dans la région.

3.2.1 Une stratégie russe qui marque le pas

La première des faiblesses est relative aux problèmes rencontrés par l'économie russe. La crise économique de 1998 et la situation héritée de l'ex URSS rendent la situation très difficile. En effet, la population russe a amorcé une décroissance, le solde d'investissement en Russie est négatif depuis plusieurs années et ne permet pas à Poutine de conduire correctement les réformes dont le pays aurait besoin. De plus, la situation financière ne donne pas beaucoup de marge de manœuvre à Poutine pour mettre en œuvre tous les volets de sa politique étrangère. Or, le financement d'une présence militaire en Asie centrale et le soutien aux projets de pipeline coûtent cher. La Russie a alors beaucoup de difficultés à résister à la politique américaine. Cela pourrait même entraîner, à terme, le ralentissement, voire l'arrêt de certains projets très onéreux ; cela est d'autant plus problématique que l'objectif affiché par Poutine est l'entrée dans l'OMC.

La deuxième faiblesse concerne le volet sécurité de la politique étrangère russe. En effet, l'appui apporté aux jeunes républiques d'Asie centrale pour lutter contre la montée de l'islamisme, du terrorisme ou des trafics se fait souvent au détriment des populations qui

- ⁴⁷ « Que cachent les attentats de Tachkent ? », Semih Vaner, *ceri-sciences-po.org*, septembre 2004.

⁴⁸ Cette base est située à 100 km de la base américaine de Manas, JUNEAU Thomas, « Enjeux et grand jeu en Asie centrale », *Asie centrale et Caucase une sécurité mondialisée*, Paris, Les presses de l'université de Laval, pp 87-111.

⁴⁹ En échange, la Russie a promis 2 milliards de dollars d'investissements.

pourraient à moyen terme (c'est-à-dire après le remplacement des leaders actuels) se détourner de la Russie. L'exemple récent des élections au Kirghizstan en est une parfaite illustration.

Enfin, malgré les bons résultats obtenus par V. Poutine, il faut reconnaître que la Russie a subi quelques revers dans la région⁵⁰ qui pourraient relativiser la « bonne politique » en Asie centrale. Ainsi le Tadjikistan veut renégocier plusieurs accords bilatéraux parce qu'il rencontre des difficultés dans la mise en œuvre des accords militaires pourtant conclus en avril 2003. Dans le même temps, la Russie vient de vivre une crise bilatérale avec le Turkménistan. Celle-ci est survenue suite à un accord dans le domaine gazier ; la Russie avait accepté d'abroger une convention bilatérale datant de 1993 sur la double nationalité. Suite à une crise russe interne, la convention a été rétablie contre l'avis du Turkménistan ; plusieurs diplomates turkmènes furent expulsés.

3.2.2 Des données géopolitiques qui ne sont pas en faveur de la Russie

Parallèlement aux limites de la stratégie russe, il est important de constater qu'un certain nombre de cartes géopolitiques ont été redistribuées en Asie centrale. Certaines affaiblissent sérieusement la position russe.

Le premier élément, et sans doute le plus important, est relatif aux transferts de populations. En effet, l'Asie centrale comptait beaucoup de Russes juste après les indépendances des républiques. Actuellement, la grande majorité des Russes est rentrée en Russie. Il est donc à craindre que la Russie se sente moins concernée par les problèmes internes des républiques d'Asie centrale puisqu'elle ne dispose plus de minorités importantes dans certaines républiques. De même, le retour des Russes diminue la marge de manœuvre de Poutine qui ne dispose plus de moyens de pression pour intervenir. Dans le même temps, cette situation a comme corollaire l'absence de cadres russes dans les administrations et les armées d'Asie centrale. Enfin, les leaders des régimes actuels sont tous issus des élites communistes de l'ex-URSS. Leurs successeurs risquent d'être moins pro-russes.

Outre la décroissance démographique, le deuxième élément géopolitique important est le tracé des frontières. En effet, la Russie ne possède une frontière commune qu'avec le Kazakhstan. Cette situation risque d'encourager les autres Etats à privilégier des alliances avec leur voisin.

- ⁵⁰ « Les relations OTAN-Russie : une qualité nouvelle », déclaration des chefs d'Etat et de gouvernement des états membres de l'OTAN et de la Fédération de Russie, Rome, 28 mai 2002.

Le troisième élément est l'apparition d'un nouveau candidat au leadership en Asie centrale. Il s'agit de l'Ouzbékistan qui se définit comme le candidat idéal pour assumer le rôle de puissance régionale. C'est, en effet, le seul pays d'Asie centrale à avoir développé une destinée géopolitique ; il ne possède aucune frontière commune avec la Russie ou la Chine ; il a tenté de s'éloigner de la tutelle russe et a développé des relations avec les Américains avant le 11 septembre 2001. Pour être précis, on peut noter également que toutes les républiques d'Asie centrale ont mis en oeuvre des politiques pour développer le sentiment national.

Ces éléments géopolitiques pourraient avoir un effet sur l'attitude des républiques centrasiatiques vis-à-vis de la Russie sur le long terme. Il est donc important de les prendre considération afin d'évaluer la situation russe future selon la stratégie adoptée.

3.3 Les atouts de la Russie pour renforcer son influence

Nous l'avons vu, la situation russe présente quelques faiblesses à la fois dues aux limites rencontrées par sa stratégie, son manque de moyens et à la redéfinition de certaines cartes géopolitiques. Toutefois, le bilan global reste favorable à la Russie qui conserve des atouts importants pour maintenir son influence dans la région, surtout si on prend en compte les limites des positions américaines et chinoises.

3.3.1 La politique de Poutine commence à avoir des effets visibles

Il convient de modérer les revers de la politique russe en Asie centrale en soulignant les effets importants visibles depuis l'arrivée de Poutine. Le domaine qui a connu le plus de réussite est sans conteste celui de la stratégie énergétique. En effet, on ne compte plus les succès, tant au niveau des investissements que des prises de part dans les exploitations d'Asie centrale. Ensuite, plusieurs projets de pipeline ont vu le jour malgré les pressions américaines. L'ouverture de l'oléoduc Tengouiz- Novorossiisk (long de 1580 km) le 26 mars 2001, dont la capacité devrait augmenter progressivement, en est le parfait exemple. De même, la mise en opération en octobre 2001 du CPC (Caspian Pipeline Consortium) a été un succès pour la stratégie régionale russe, tout comme l'accord survenu en 2003 avec le Turkménistan, permettant à la Russie d'avoir la mainmise sur les exportations de gaz naturel pour les 25 prochaines années.

Le deuxième domaine où la politique de Poutine donne de très bons résultats concerne les questions de sécurité. En effet, confrontées à certains problèmes les républiques d'Asie centrale ont fait naturellement appel aux Russes pour assurer des missions de sécurité. Ainsi, au chapitre de la collaboration militaire, le Tadjikistan et le Kazakhstan dépendent en grande partie de la Russie. Des troupes russes sont d'ailleurs encore stationnées à la frontière tadjike.

De même, la Russie conserve une base au Kirghizstan sur les bords du lac Issyk Kul et a déployé des avions de combat en décembre 2002 sur la base aérienne de Kant, non loin de Bichkek.

Enfin, le signe, peut-être le plus caractéristique des effets positifs de la politique russe est relatif au succès de l'OCS, à la relance concrète de l'OTCS et au départ du GOUAM de l'Ouzbékistan, qui bien que très soucieux de garder ses distances avec Moscou, n'a pas commis de gestes irrémédiables.

Ces éléments positifs sont le signe d'une certaine confiance retrouvée entre les pays d'Asie centrale et la Russie, susceptible d'avoir des effets sur un moyen terme.

3.3.2 L'attitude des pays d'Asie centrale qui ne veulent pas trop contrarier la Russie

Même s'il est difficile de dresser des constantes pour toutes les républiques d'Asie centrale, il est possible de résumer l'état d'esprit des jeunes républiques et d'affirmer qu'elles profitent du statu quo dans la région pour jouer leur carte avec toutes les puissances, afin d'en tirer un maximum d'avantages, sans toutefois trop contrarier le voisin russe. Il est donc difficile de conclure que tel ou tel pays se détourne de Moscou au profit de la Chine ou des Etats-Unis car beaucoup d'accords sont remis en cause et de nombreux projets abandonnés ou fortement ralentis.

Mêmes s'ils cherchent à éviter de redevenir des satellites russes, ils sont conscients de l'importance de la Russie et du rôle qu'elle joue dans le transit de leurs ressources et la sécurité générale de leurs républiques face aux montées de l'islamisme, du terrorisme ou des trafics de drogue et d'armes. Ainsi, sous l'impulsion du président Nazarbaïev le Kazakhstan met en sourdine son identité musulmane et turque, afin de jouer la carte d'un développement économique parallèle à celui de la Russie.

Enfin, il est important de rappeler que, tout en prenant certaines distances avec la Russie et en développant des coopérations avec d'autres grandes puissances, les pays d'Asie centrale restent méfiants vis-à-vis de la Chine ou des USA. Ainsi, le Kazakhstan perçoit la Chine avec une certaine méfiance et entretient avec elle des relations ambivalentes. En effet, malgré l'apurement du contentieux frontalier, les vieilles craintes issues du conflit sino-soviétique sont tenaces. Les frictions vont du partage des eaux de l'Irtych aux promesses mal tenues du marché pétrolier chinois⁵¹.

- ⁵¹ FOSSAT Max, « La CEI », la revue d'étude, n°2, février 2002, pp 31-40

De son côté, certaines républiques ne font pas totalement confiance aux Américains pour assurer leur sécurité sur le long terme. Ainsi, l'ancien commandant de l'armée de l'air ouzbèk, le général Azimov déclarait: « Après le bombardement, les Américains rentreront chez eux et nous devons faire face aux conséquences de leur intervention. »

3.3.3 Les interdépendances régionales font de la Russie un voisin incontournable

Un atout indéniable pour la Russie pour maintenir, voire augmenter, son influence dans la région est l'interdépendance régionale faisant de la Russie un voisin incontournable. Cette interdépendance se décline en plusieurs volets.

Dans un premier temps, concernant le transit des ressources énergétiques, la Russie présente une situation géographique de premier plan. Seul l'Iran pourrait offrir des opportunités comparables, voire supérieures. Etant donné le retrait actuel de l'Iran, la Russie se retrouve dans la position d'un voisin incontournable, d'autant plus que les Russes ont réduit leurs prétentions. On constate, par exemple, que l'Ouzbékistan a besoin de la Russie pour exporter et améliorer sa production ce qui explique d'ailleurs que Gazprom détienne le monopole de l'évacuation du gaz⁵².

Le deuxième volet concerne le cadre des échanges commerciaux où la Russie représente un marché d'approvisionnement et d'exportation important pour les pays d'Asie centrale. Elle représente, par exemple, 40% des exportations et 15% des importations pour le Kazakhstan. Ce phénomène est d'ailleurs renforcé par les infrastructures héritées de l'URSS qui privilégient les échanges entre la Russie et les pays d'Asie centrale.

Enfin, dans le domaine de la sécurité, les pays d'Asie centrale n'ont pas toujours les moyens de lutter seuls contre la montée de l'islamisme, du terrorisme ou pour lutter contre les différents trafics. Les différentes coopérations à la fois dans le cadre de l'OCS ou de l'OTSC le démontrent. Le Kazakhstan possède par exemple 7000 km de frontière, qu'il est incapable de protéger seul.

Pour conclure sur les interdépendances, il est important de rappeler que ces républiques ont des liens particuliers avec la Russie à travers la culture, l'histoire, les infrastructures, qui pourraient permettre dans un court et moyen terme de favoriser les projets russes.

3.3.4 Les revers de la politique chinoise

Les limites de la stratégie régionale russe en Asie centrale sont à relativiser en procédant à l'étude des deux autres grandes puissances en compétition dans la région. Pour commencer, il

⁵² Id

est intéressant d'étudier le cas chinois. Les limites de la politique chinoise sont caractérisées par l'attitude des républiques d'Asie centrale qui cherchent à tirer le maximum de la stratégie chinoise, tout en se méfiant de l'influence grandissante de la Chine.

Ainsi, dans le domaine de la sécurité, les pays d'Asie centrale participent à l'organisation de Shanghai, mais aussi aux organisations de sécurité mises en place par les Russes notamment de l'OTSC, d'où la Chine est absente. Malgré le succès incontesté de l'OCS, il faut noter que les républiques d'Asie centrale ne participent pas à des organisations de sécurité où la Russie est absente. Ce simple fait, dans un domaine aussi sensible que la sécurité, montre bien la position des républiques d'Asie centrale vis-à-vis de la Chine.

On peut également décliner cette méfiance dans d'autres domaines. Ainsi force est de constater que les traités et les projets dans la région sont souvent contestés et remis en cause. Il est donc impératif de dresser un bilan sur des débouchés concrets. Ainsi, sur la politique périphérique chinoise, malgré de gros efforts de la part de Pékin, le Tadjikistan remet en cause le traité des frontières en 2001 pour un contentieux portant sur 125 000 hectares. On le voit bien, 15 ans après les indépendances, les questions frontalières ne sont toujours pas réglées. Dans le domaine des projets énergétiques également, aucun progrès concret n'a semble-t-il été réalisé en ce qui concerne le développement de l'oléoduc destiné à relier le Kazakhstan à l'Iran. De même, le projet de gazoduc sino-turkmène repose toujours dans les cartons et le pipeline ouvert entre l'Asie centrale et la Chine n'a qu'une capacité de 3 millions de tonnes par jour pouvant peut-être monter à 6 ; on est loin des 20 millions nécessaires à sa rentabilité. Malgré des succès incontestables de la politique chinoise dans la région, on peut résumer les limites de la politique de Pékin dans la région à l'attitude méfiante des républiques d'Asie centrale, aux nombreux projets et traités remis en cause. En résumé, malgré leurs succès les Chinois ne disposent toujours pas d'une présence militaire dans la région.

3.3.5 Les faiblesses de la position américaine

D'un autre côté, on peut résumer les faiblesses de la position américaines à trois éléments principaux. Premièrement, l'éloignement de leurs terrains d'actions habituels est susceptible de limiter leur efficacité dans la région. En effet, ils ne connaissent ni la région, ni les populations et les cultures en place. Leur administration ne fonctionne pas de la même façon que les institutions locales héritées des structures soviétiques.

Deuxièmement, il faut tenir compte du coût important des opérations et du stationnement des bases militaires. Dans un contexte de guerre en Irak et de déficits abyssaux, il est possible que la position américaine ne soit plus tenable sur le long terme. Ainsi, les Américains

pourraient revoir leur politique, surtout si leur influence stagne et si leur stratégie énergétique est remise en cause. D'ailleurs les compagnies pétrolières américaines ont revu à la baisse leurs estimations sur les ressources énergétiques d'Asie centrale et hésitent à se lancer dans des investissements très onéreux pour l'exploitation et l'acheminement de ses ressources.

Enfin, la position américaine est ressentie comme très hégémonique dans la région ; cela peut entraîner naturellement un sentiment de rejet de la population ou des nouveaux leaders. Ainsi, lors des événements en république Kirghize, les leaders de l'opposition se sont empressés de clamer leur attachement à la Russie ; cela qui en dit long sur leur méfiance vis-à-vis de Washington. Cette situation peut paraître paradoxale car dans cet exemple comme dans celui de l'Ukraine, il semble que les ONG américaines aient joué un rôle important.

A la lumière des forces et des faiblesses des positions russes, américaines ou chinoises, il est difficile de miser sur l'augmentation de l'influence de tel ou tel pays. En revanche, même si un statu quo devrait perdurer sur le court terme (tout en se surveillant mutuellement) il est possible d'imaginer, au regard de son développement économique et de sa proximité géographique, une augmentation de l'influence chinoise dans la zone. Dans cette hypothèse, quel serait alors le rôle dévolu à la Russie ?

3.4 L'augmentation de l'influence chinoise : vers une hégémonie ou un partage d'influence

Dans cette hypothèse, intéressons-nous à ce qui rapproche et ce qui éloigne les deux puissances.

3.4.1 Des intérêts communs les poussant à s'unir dans le cadre de l'OCS

Dans cette optique, intéressons-nous d'abord aux domaines communs qui rapprochent les deux pays. En premier lieu, ils partagent des enjeux de sécurité communs, face à la montée du radicalisme et de l'islamisme et face à la montée des trafics d'armes et de drogues. En effet, les deux pays font face à une population de plus en plus consommatrice de drogue.

Un autre facteur de rapprochement concerne les politiques énergétiques. D'une part, la Russie tient à diversifier ses clients. D'autre part, la Chine tient à diversifier ses sources d'approvisionnement énergétique. Les réserves énergétiques russes conjuguées avec la grande stabilité en Asie centrale représentent des facteurs de coopération importants.

De même, les deux grandes puissances ont intérêt à assurer le développement économique et la stabilité de l'Asie centrale. Les deux pays ont en effet besoin de voisins calmes, afin de mieux

concentrer leurs efforts sur leur développement économique. On peut rappeler, à ce propos, que les deux pays coopèrent déjà dans d'autres domaines comme celui de l'armement. D'une part, cela permet à la Chine d'équiper son armée malgré l'embargo sur les ventes d'armes des pays occidentaux. D'autre part, cela assure des débouchés économiques au complexe militaro-industriel russe.

De son côté, la Chine n'a pas de velléités vis-à-vis de la Russie ; les analystes chinois privilégient des relations pacifiques avec leur voisin. Le succès de l'OCS et la définition du partenariat stratégique entre les Russes et les Chinois vont dans ce sens.

Enfin, il existe un dernier facteur de rapprochement entre les deux pays qui a tendance à prendre de l'importance. En effet, ces deux puissances ont intérêt à s'entendre pour minimiser l'influence américaine en Asie centrale, c'est-à-dire à leurs frontières.

On le voit, il existe un certain nombre de facteurs de rapprochement entre Pékin et Moscou qui pourrait, peut-être, contribuer à la définition d'un nouveau partenariat stratégique en Asie centrale⁵³ où les deux pays partageraient leur influence, les Russes dans le domaine de la sécurité et les Chinois dans le domaine économique.

3.4.2 Des craintes réciproques les poussant à privilégier les relations bilatérales en Asie centrale en matière de sécurité et de défense et en matière énergétique

Même si les deux pays possèdent des intérêts communs à coopérer dans la région, il existe des méfiances réciproques qui tendent à pondérer une opinion trop optimiste pour un partage stratégique en Asie centrale.

De leur côté, les Russes sont de plus en plus méfiants vis-à-vis de la Chine en raison de plusieurs facteurs. Ils considèrent en effet que la Chine s'immisce de plus en plus sur le terrain de la sécurité et se montre très entreprenante dans un domaine qui leur est normalement dévolu. D'autre part, ils s'inquiètent de la pénétration chinoise en extrême orient russe, de la modernisation de l'armée de libération du peuple que ne peut suivre l'armée russe et du décalage de puissance démographique. Enfin, toujours persuadée d'être une grande puissance, la Russie ne tient pas à être cantonnée à un rôle de fournisseur de ressources énergétiques à la future première puissance mondiale. Pour être complet sur la position russe, il est important de rappeler que, par tradition, la politique russe n'a jamais été tournée vers l'Asie, mais que l'économie, les institutions, les infrastructures et la formation des élites ont toujours été

⁵³ JUNEAU Thomas, « Enjeux et grand jeu en Asie centrale », Asie centrale et Caucase une sécurité mondialisée, Paris, Les presses de l'université de Laval, pp 87-111.

orientées vers l'Ouest. Il y a donc, en plus d'éléments de divergence concrets, un problème de culture des dirigeants russes peu enclins à regarder du côté de l'Asie et de la Chine.

De son côté, la Chine a de moins en moins peur de Moscou en raison notamment de la prise de confiance de Beijing sur la scène internationale. Cet élément peut être souligné par la prise de position récente de Pékin sur la question taiwanaise.

Malgré des facteurs de coopération importants, il est difficile de conclure à l'établissement d'un nouveau partenariat stratégique en Asie centrale. En revanche, la volonté de Pékin étant d'avoir des relations amicales avec un voisin russe stable, il est probable que les deux puissances vont continuer de coopérer pour des intérêts précis, à la fois pour limiter l'influence américaine dans la région et pour leur intérêt propre. Dans le domaine de la sécurité et de la défense, on peut raisonnablement penser que la Russie conservera son influence dans la région, en raison notamment de l'attachement des républiques d'Asie centrale à Moscou.

En résumé, à défaut d'un nouveau partenariat stratégique en Asie centrale, on s'achemine plutôt vers des politiques russes et chinoises différentes dans la région, mais qui collaboreront sur certains points particuliers sans réellement se partager leur influence.

CONCLUSION

Il apparaît donc que le jeu n'est pas fini en Asie centrale. En effet, bien que Poutine ait bien pris en compte les erreurs de la première politique étrangère dans la région et que sous son impulsion la Russie y ait restauré une certaine influence, il apparaît clairement que la place perdue par les Russes pendant les années 90 a été très vite occupée par d'autres puissances étrangères dont les plus importantes sont les Etats-Unis et la Chine. Dans le même temps, les républiques d'Asie centrale ont cherché à augmenter leur autonomie vis-à-vis de la Russie en évitant toutefois de commettre l'irréversible. Ainsi, elles ont notamment multiplié des relations et des projets avec d'autres puissances.

Dans ce jeu incertain où les républiques concernées ont souvent un rôle ambivalent avec les grandes puissances, on peut cependant y déceler des constantes. Même si les relations avec la Russie diffèrent selon les républiques, elles ont toutes intérêt à coopérer avec Moscou dans le domaine de la sécurité et pour leur désenclavement, notamment pour assurer le transit de leur production énergétique. De son côté, les Américains renforcent leur présence militaire sur place mais leur politique hégémonique est toujours un frein à un développement durable de leur influence dans la région.

En résumé, même si on devrait assister à un statu quo à court terme entre les trois grandes puissances, il semble que la Chine soit le concurrent le plus sérieux à la Russie. En effet, outre son irrésistible puissance économique, son importance démographique, son regain de confiance sur la scène internationale et ses liens culturels, commerciaux et énergétiques avec les pays d'Asie centrale, la Chine se trouve être aussi très active avec les républiques d'Asie centrale tant au sein de l'Organisation de coopération de Shanghai qu'au travers des relations bilatérales. Son influence croît dans la région ce qui a d'ailleurs tendance à augmenter la méfiance de Moscou à l'égard de Pékin.

Pourtant, il serait dangereux de conclure sur une hégémonie américaine ou chinoise dans la région tant la stratégie russe et ses atouts peuvent lui accorder une influence grandissante en Asie centrale. Celle-ci pourrait notamment s'appuyer sur un nouveau « partenariat » dans la région entre Moscou et Pékin qui possèdent, malgré des divergences et une méfiance réciproque, des facteurs de coopération qui se résument par le besoin d'avoir un voisin stable, par des enjeux de sécurité communs sur l'islamisme ou sur le trafics, par un besoin de sécuriser leurs politique énergétique (clients ou fournisseurs) et par la nécessité de lutter ensemble contre l'hégémonie américaine dans la région.

Annexes

Annexe 1

Carte politique de la RUSSIE et de l'ASIE CENTRALE



Carte politique des puissances régionales



Carte politique de l'Ouzbékistan



Carte politique du TURKMENISTAN



Carte politique du KAZAKHSTAN



Carte politique du KIRGHIZSTAN



Carte politique du TADJIKISTAN



Annexe 8

Carte des projets d'oléoducs



BIBLIOGRAPHIE

Documents Primaires

- « Concept de sécurité nationale de la fédération de Russie », Décret présidentiel n° 24, 10 janvier 2000.
- « Les relations OTAN Russie : une qualité nouvelle », déclaration des Chefs d'état et de gouvernement des états membres de l'OTAN et de la Fédération de Russie, Rome, 28 mai 2002.
- « Rapport d'information du Sénat n°412 (1997/98) », Commission des Affaires Economiques : « *Mission effectuée au Kazakhstan, en Ouzbékistan, et au Turkménistan* ».
- « Rapport d'information du Sénat n°320 (2000/01) », Commission des Affaires Etrangères : « L'Asie centrale : 10 ans après les indépendances : quels nouveaux enjeux ? Les exemples du Kazakhstan et de l'Ouzbékistan », 10 mai 2001.

Ouvrages

- DUBIEN Arnaud, « De la domination à l'influence ? La Russie de Poutine et les nouveaux Etats indépendants », La politique étrangère de la Russie et l'Europe, Bruxelles, PIE Peter Lang, 2004, pp.99-119.
- FACON Isabelle, « La politique extérieure de la Russie de Poutine – Acquis, difficultés et contraintes », Annuaire français des relations internationales, Paris, Bruylant, 2003, pp. 550-567.
- FACON Isabelle, « Le second mandat de Vladimir poutine : quelles tendances pour la politique extérieure russe ? », Annuaire stratégique et militaire, Paris, Odile Jacob, 2004, pp. 189-205.
- SPETSCHINSKY Laetitia, « Acteurs et mécanismes de la politique étrangère russe », La politique étrangère de la Russie et l'Europe, Bruxelles, PIE Peter Lang, 2004, pp. 73-97.
- LASSERRE Frédéric, « Permanence et bouleversements en Asie centrale. L'insertion de « l'étranger proche » russe dans la dynamique stratégique internationale », Asie centrale et Caucase une sécurité mondialisée, Paris, Les presses de l'université de Laval, pp 61-83.
- JUNEAU Thomas, « Enjeux et grand jeu en Asie centrale », Asie centrale et Caucase une sécurité mondialisée, Paris, Les presses de l'université de Laval, pp 87-111.
- CHAUPRADE Aymeric, *Dictionnaire de géopolitique*, Paris, Ellipses, 1998, 620 p.
- REZA DJALILI Mohammad et KELLNER Thierry, *Géopolitique de la nouvelle Asie centrale*, Presses Universitaires de France, 2001, 311 p.

Périodiques :

- FACON Isabelle, « Les ambivalences de la transformation des forces armées russes », L'économie politique, n°21, janvier 2004, p. 60-74.
- FACON Isabelle, « La Russie et l'Asie centrale », les cahiers de Mars, n°177, 2^{ème} trimestre 2003, pp 77-90.
- Mme CASTAGNET, « l'Asie centrale et les Etats-Unis », les cahiers de Mars, n°177, 2^{ème} trimestre 2003, pp 91-99.
- FOSSAT Max, « La CEI », la revue d'étude, n°2, février 2002, pp 31-40.
- PANY Jean-Philippe, « La stratégie pétrolière russe », revue générale de stratégie AGIR, été automne 2002, pp.129-144.

Articles de Presse

- « La Russie de Poutine reprend pied en Asie centrale », Libération, 18 octobre 2003.

Etudes

- « De l'URSS à la CEI (1987-2000) », dossiers synthèse économique et sociale, la Revue d'étude, P-115, 2002, p 48.
- « La Chine et la nouvelle Asie centrale, de l'indépendance des républiques centrasiatiques à l'après 11 septembre », Thierry KELLNER, rapport du GRIP 2002.
- « Que cachent les attentats de Tachkent ? », Semih Vaner, ceri-sciences-po.org, septembre 2004.

Sites Internet

- <http://www.senat.fr>
- <http://www.lemonde.fr>
- <http://www.ceri-sciences-po.org>

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	3
1 PREMIÈRE PARTIE : LA « PREMIERE POLITIQUE » RUSSE : UNE PERTE D'INFLUENCE DANS LA REGION SOUS ELTSINE.....	5
1.1 LA PREMIERE POLITIQUE RUSSE EN ASIE CENTRALE : LES ANNEES ELTSINE.....	5
1.1.1 Absence de l'Eurasie dans les réflexions	5
1.1.2 Absence de cohérence de la politique russe au plan économique et commercial	6
1.1.3 La prédominance de la sécurité militaire.....	7
1.2 Repli de l'influence russe dans la région	8
1.2.1 Monopole russe contesté par les républiques d'Asie centrale.....	8
1.2.2 Vers un grand jeu en Asie centrale.....	9
1.2.3 L'émergence de rivaux en Asie centrale et effacement des autres acteurs	10
2 DEUXIÈME PARTIE : LA POLITIQUE DE POUTINE : UNE RESTAURATION D'UNE CERTAINE INFLUENCE RUSSE DANS LA REGION.....	15
2.1 La prise de conscience des enjeux de sécurité pour la Russie en Asie centrale	15
2.1.1 Les risques pour la Russie de la montée de l'islamisme et du terrorisme.....	15
2.1.2 Nécessité de changer de politique et de prendre en compte l'étranger proche face aux menaces des USA et de la Chine	16
2.2 La nouvelle politique russe en Asie centrale pour un rôle sensiblement plus important	17
2.2.1 L'instrumentalisation de la menace islamiste en Asie centrale.....	17
2.2.2 Une politique plus cohérente avec les pays d'Asie centrale.....	19
2.2.3 Une coopération mesurée avec les USA	20
2.2.4 Appui sur des organisations régionales économiques et de sécurité.....	20
3 TROISIEME PARTIE : PERSPECTIVES ET TENDANCES : VERS UN RÔLE D'ARBITRE OU UN PARTAGE DE L'INFLUENCE AVEC LA CHINE.....	22
3.1 L'après 11 septembre : des ambitions plus affirmées de la part des grandes puissances	22

3.1.1	Le signal fort donné par Poutine aux acteurs et aux pays d'Asie centrale : la Russie ne déléguera pas ses intérêts et son influence en Asie centrale.....	23
3.2	Les faiblesses de la position russe pourraient voir son influence diminuer	24
3.2.1	Une stratégie russe qui marque le pas	24
3.2.2	Des données géopolitiques qui ne sont pas en faveur de la Russie	25
3.3	Les atouts de la Russie pour renforcer son influence.....	26
3.3.1	La politique de Poutine commence à avoir des effets visibles	26
3.3.2	L'attitude des pays d'Asie centrale qui ne veulent pas trop contrarier la Russie.....	27
3.3.3	Les interdépendances régionales font de la Russie un voisin incontournable.....	28
3.3.4	Les revers de la politique chinoise	28
3.3.5	Les faiblesses de la position américaine.....	29
3.4	L'augmentation de l'influence chinoise : vers une hégémonie ou un partage d'influence	30
3.4.1	Des intérêts communs les poussant à s'unir dans le cadre de l'OCS	30
3.4.2	Des craintes réciproques les poussant à privilégier les relations bilatérales en Asie centrale en matière de sécurité et de défense et en matière énergétique	31
	CONCLUSION	33
	ANNEXES.....	34
	BIBLIOGRAPHIE	42